

1 – RC	DCE
COMMUNE D'ORELLE, PLAN BOUCHET REHABILITATION DE LA STATION D'EPURATION DU CHALET CHINAL DONAT	Avril 2025

Date et heure limites de réception des offres :

Le Mercredi 21 mai 2025 à 12h00

Règlement de la Consultation

Maître d'ouvrage :



Mairie d'Orelle : Chef-Lieu- 73140 ORELLE

Tél : 04.79.56.55.76

Maître d'œuvre



Alp'Epur

Le Guillot

73360 La Bauche

Tél : 04.79.25.34.50

alpepur@orange.fr - www.alpepur.fr

Sommaire

1	Article premier : Objet et étendue de la consultation	3
1.1	Objet de la consultation	3
1.2	Etendue de la consultation.....	3
1.3	Décomposition de la consultation.....	3
1.4	Variante	3
1.5	Conditions de participation des concurrents	4
1.6	Nomenclature communautaire	4
2	Article 2 : Conditions de la consultation.....	4
2.1	Durée du marché - Délais d'exécution	4
2.2	Délai de validité des offres	5
2.3	Mode de règlement du marché et modalités de financement	5
2.4	Conditions particulières d'exécution.....	5
3	Article 3 : Les intervenants	5
3.1	Maîtrise d'œuvre	5
3.2	Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	5
3.3	Contrôle technique.....	5
3.4	Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
4	Article 4 : Contenu du dossier de consultation	5
5	Article 5 : Présentation des candidatures et des offres	6
5.1	Documents à produire.....	6
6	Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres.....	8
7	Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
7.1	Transmission.....	9
7.2	Date limite de réception des offres ou des candidatures :	10
8	Article 8 : Renseignements complémentaires.....	10
8.1	Demandes de renseignements.....	10
8.2	Modifications de détail au dossier de consultation	10
8.3	Visites sur sites et/ou consultations sur place	11
	ATTESTATION DE VISITE	12

1 Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 Objet de la consultation

Réhabilitation de la station d'épuration du restaurant d'altitude "Chalet Chinal Donat", à Plan bouchet, commune d'Orelle.

Programme de travaux :

Construction d'une unité de traitement des eaux usées de type "filtre compact" comprenant :

1 fosse toutes eaux de 50 m³ (compatible 120 EH) avec préfiltre intégré ou séparé

1 répartiteur assurant l'équi-répartition des débits vers les différents modules de filtration

Les modules de filtres compacts, fonctionnant obligatoirement en parallèle pour une capacité totale de 120 EH. La solution devra intégrer entre **3 et 6 modules de filtration** selon la capacité unitaire des modules.

1 canal de mesure de débit.

La réalisation des terrassements généraux des ouvrages, du remblaiement du terrain, des terrassements pour la fondation des ouvrages en présence de nappe, ainsi que l'évacuation des déblais excédentaires en décharge agréée,

La protection des ouvrages par rapport aux passages des engins de damage et déneigement

La mise en œuvre des canalisations, regards, équipements hydrauliques, système de ventilation, etc...

Les travaux de drainage (drainage périphérique) et de gestion des eaux de surface

Les travaux de remise en état du site

Les travaux de raccordement au réseau d'eaux usées existants

Les travaux de raccordement au réseau eau potable

Les travaux de création de la canalisation de rejet

Lieu(x) d'exécution : Commune d'Orelle, Plan Bouchet

Période de réalisation des travaux : juin à fin septembre, selon conditions d'enneigement du site.

1.2 Etendue de la consultation

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions de l'article R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit d'attribuer le marché sur la base des résultats issus de la remise des offres initiales, soit de négocier sur tout ou partie du contenu de ces dernières.

Cette négociation concernera l'ensemble des entreprises ou des groupements ayant remis une offre appropriée et régulière.

1.3 Décomposition de la consultation

Le marché est constitué d'un lot unique.

1.4 Variante

Les candidats pourront proposer une variante, sous condition de répondre à l'offre de base. Ils devront produire un acte d'engagement et une DGPF particuliers à la variante, et un mémoire technique particulier présentant les avantages de la solution variante (performance et fiabilité, coûts d'investissement et d'exploitation, délais d'exécution, facilité d'exploitation).

La variante respectera obligatoirement les exigences minimales ci-dessous :

- volume totale de fosses toutes eaux : 50 m³ minimum ;
- capacité totale des filtres 120 EH minimum
- respect des objectifs de traitements et d'impacts environnementaux fixés au CCTP

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, au moment de l'attribution du marché, de retenir ou non les variantes.

1.5 Conditions de participation des concurrents

Le marché sera attribué :

- soit à une entreprise unique, spécialisée dans les travaux de construction de stations d'épuration ayant des références datant de moins de 5 ans ou en cours d'exécution
- soit à un groupement d'entreprises spécialisées dans les travaux de construction de stations d'épuration ayant des références datant de moins de 5 ans ou en cours d'exécution.

La présence d'un épurateur agréé par le constructeur est obligatoire. Celui-ci pourra intervenir en tant que membre du groupement, en tant qu'entreprise individuelle ou en tant que sous-traitant.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C. A ce titre, il remplira le formulaire DC 4 annexé à l'acte d'engagement.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur à l'attribution du marché, est le groupement solidaire tel que prévu à l'article 3.5 du code de la commande publique.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

1.6 Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>		<i>Classification complémentaire</i>
452324202	Travaux de construction de stations d'épuration des eaux usées.	
452324116	Canalisations d'eaux usées	45232150-8 Travaux relatifs aux conduites d'alimentation en eau.

2 Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 Durée du marché - Délais d'exécution

La durée de réalisation des travaux, hors période de préparation, est de 3 mois.

Les travaux se dérouleront durant l'été 2025. Ils devront être achevés pour le 30 septembre 2025.

Le délai de préparation des travaux est de 4 semaines. Le délai d'exécution part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

2.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.3 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les travaux seront financés selon les modalités suivantes : conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financés par le budget de la collectivité (autofinancement et emprunt). Les prestations feront l'objet d'un règlement à l'avancement des prestations.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception, chez le maître d'œuvre (accusé de réception faisant foi), des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.4 Conditions particulières d'exécution

Cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution dont le détail est indiqué dans le C.C.A.P.

3 Article 3 : Les intervenants

3.1 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Alp'Epur - 2 chemin du Guillot 73360 La Bauche

Le maître d'œuvre est : M. Thierry Lefebvre. La mission du maître d'œuvre est une mission complète de maîtrise d'œuvre.

3.2 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Sans objet.

3.3 Contrôle technique

Sans objet.

3.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Sans objet, dans la mesure où il n'est pas prévu l'intervention de plus d'une entreprise de travaux. Dans le cas contraire, la mairie mandatera un coordonnateur SPS.

4 Article 4 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Pièce n°1 : Règlement de la consultation (R.C.)
- Pièce n°2 : Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Pièce n°3 : Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Pièce n°4 : Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Pièce n°5 : Bordereau des prix forfaitaires (B.P.F.)
- Pièce n°6 : Dossier de plans

5 Article 5 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Pièces de la candidature :

1. Une lettre de candidature (DC1) portant une déclaration sur l'honneur justifiant que l'entreprise n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L2141-1 à 11; L.2341-1 du Code de la Commande Publique.

2. Si l'entreprise est en redressement judiciaire, joindre une copie du ou des jugements prononcés.

3. Une déclaration sur la conformité de l'entreprise au regard des articles L 5212-1 à L.5212-11 du code du travail

Le dossier apportera les renseignements associés à la capacité économique et financière de l'entreprise prévus aux articles R.2142 1 à R.2142-14 du Code de la Commande Publique :

4. Une déclaration concernant le chiffre d'affaire H.T. global des trois derniers exercices clos ainsi que le chiffre d'affaire relatif au même domaine que les travaux, objet du marché (DC2). Les extraits de bilans concernant les trois dernières années.

5. Une déclaration concernant la couverture des risques professionnels

Les renseignements concernant les références professionnelles et les capacités techniques des entreprises tels que prévus aux articles R.2142 1 à R.2142-14 du Code de la Commande Publique:

6. Une déclaration indiquant les effectifs annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

7. Un état descriptif des moyens matériels du candidat disponibles pour la réalisation de contrats de même nature,

8. Une liste des principales références représentatives dans le domaine objet du marché, effectuées au cours des cinq dernières années. Indiquer la nature des travaux, leur montant, leur date et les coordonnées du maître de l'ouvrage public ou privé.

9. Le(s) certificats(s) de qualification de l'entreprise.

La preuve de la qualification de l'entreprise peut être apportée par la production d'une copie de certificats d'identité professionnelle.

10. L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public.

11. Le DC2 mis à jour ou une déclaration sur l'honneur, datée et signée : aux articles L.8221-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251 du code du travail.

- que l'entreprise est en règle au regard des articles L 5212-1 à L.5212-11 du code du travail.

Le signataire indiquera ses noms et qualité et, pour les sociétés, s'il n'est pas un dirigeant de droit, justifiera de son pouvoir. A défaut, la candidature sera rejetée.

Les entrepreneurs soumissionnant sous forme d'un groupement devront joindre un mandat établi dans les formes réglementaires (procuration civile). Pour ce faire, les candidats pourront utilement employer le modèle DC1 de l'Imprimerie Nationale.

Les capacités des sous-traitants peuvent être prises en compte conjointement avec celles du candidat si celui-ci joint à son dossier de candidature un dossier pour chaque sous-traitant comportant les mêmes documents et renseignements que pour lui-même. En outre, un engagement écrit de chaque sous-traitant devra être joint au dossier et une annexe renseignée de sous-traitance sera jointe à l'offre pour chaque sous-traitant proposé.

Si le candidat le souhaite, il peut également joindre :

- une copie de son état annuel des certificats reçus (type ex-NOTI2) ;
- les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5-1° ou D.8222-7-1° ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.
- une attestation sur l'honneur que le travail réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 et L.1221-10 L.1221-13, L.1221-15 du code du travail ;

En cas d'absence ou de caractère incomplet de l'un des documents ci-avant désignés devant figurer au dossier de candidature, le pouvoir adjudicateur, en application des articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la Commande Publique demandera aux candidats concernés de compléter leur dossier dans un délai de trois jours

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du Code de la Commande Publique. Ce document doit être établi conformément au modèle type fixé par le règlement de la Commission Européenne.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique par l'un des liens suivant : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> ou <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Les modèles de formulaires sont téléchargeables gratuitement sur le site internet du ministère de l'Economie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>.

Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- Les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et leurs documents annexés, cahier ci-joints à accepter sans aucune modification datés et signés
- Le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

- Un mémoire technique et justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise
- Une attestation de visite signée par un représentant de la commune ou le Maître d'Oeuvre, ou à défaut, une preuve photographique de visite (dossier de photos datées à joindre au mémoire technique)

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue aux cahiers des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement.

6 Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40%
2-Valeur technique <u>appréciée au vu du mémoire technique</u>	60%

En ce qui concerne le critère « valeur technique », les offres des candidats seront jugées sur la base des éléments détaillés listés au présent règlement de consultation.

La notation de ce critère sera établie en fonction des éléments recueillis dans le mémoire technique.

Chaque point se verra attribuer une note sur 1 suivant la clef de notation suivante :

- Pas de réponse ou réponse incohérente : 0 /1
- Réponse insuffisante : 0,25 /1
- Réponse correcte : 0,50 /1
- Réponse Satisfaisante : 0,75/1
- Très bonne proposition : 1/1

En ce qui concerne le critère « prix », le candidat se verra attribuer la note définie d'après la formule jointe au présent règlement de consultation.

Mémoire technique (note /60)

Valeur technique jugée sur le mémoire technique justifiant des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.

Elle sera jugée selon les sous critères suivants :

Détail des moyens humains, du matériel mis en oeuvre pour le chantier ainsi que le planning prévisionnel détaillé des travaux. Ce chapitre intégrera aussi le nombre d'intervenants, le profil des personnes employées pour les travaux	10 points
Prise en compte des contraintes et difficultés particulières, d'accessibilité, de continuité de service, de circulation des engins de damage et déneigement, des	15 points

risques de gel, des risques de nuisance olfactive,	
Le descriptif du fonctionnement de la station d'épuration, son entretien courant, son adaptation aux variations de charge, les pièces d'usure et opérations d'entretien périodique	25 points
Indications relatives aux principales fournitures, matériaux, fiches techniques, évacuation des déchets, et recyclage	5 points
Gestion environnementale du chantier	5 points

Prix (note /40)

Le prix est noté sur 40 de la façon suivante :

$$\text{Note} = \frac{\text{Prix de l'offre moins-disante (hors offre anormalement basse)} \times 40}{\text{Prix de l'offre concernée}}$$

Dans le cas où des erreurs d'addition ou de report seraient constatées entre le DGPF et l'acte d'engagement, les prix forfaitaires du DGPF prévaudront. Les montants seront alors corrigés pour le jugement de la consultation.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, au vu de l'analyse des offres et après classement des offres économiquement les plus avantageuses, soit :

- d'engager une simple discussion de mise au point du marché avec le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché pour s'assurer de la bonne compréhension, notamment technique, du dossier et / ou apporter des précisions et / ou réparer une erreur matérielle, lorsque l'offre de ce candidat domine nettement les autres et présente une qualité suffisante pour traiter directement.
- d'engager une négociation avec le ou les candidat(s) ayant remis une offre.

A ce titre, une ou plusieurs auditions des candidats retenus pourront avoir lieu dans le cadre de la négociation. Les candidats seront convoqués par écrit et informés du jour et de l'heure des auditions. Les modalités des auditions seront précisées dans le courrier.

Au terme de la négociation, **le pouvoir adjudicateur** établit un classement des offres et attribue le marché. L'offre économiquement la plus avantageuse sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations de l'article 47 du CCP. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

7 Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

7.1 Transmission

Les offres seront déposées obligatoirement sur la plate-forme de dématérialisation (voir AAPC)

La transmission des plis sur support physique électronique (CD, Clef USB...) n'est pas autorisée. Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (individualisation des pièces de l'offre dans un fichier). Chaque transmission fera l'objet d'une date de réception et d'un accusé de réception électronique.

Fuseau horaire de référence : GMT +1h00 (Paris, Bruxelles).

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement

- la mention « Copie de Sauvegarde »
- l'identification de la procédure concernée,
- le nom du candidat.

Format de transmission : formats généraux (PDF, JPG, DWG, DXF...)

Chaque pièce comportera une signature électronique individuelle au format XAdES, CAdES, PAdES.

La seule signature électronique du pli n'emporte pas la valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

En l'absence de signature électronique, le marché sera soit signé électroniquement soit manuscritement à l'issue de l'attribution.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

7.2 Date limite de réception des offres ou des candidatures :

Les plis devront être remis : avant le 21 mai 2025 à 12h00

8 Article 8 : Renseignements complémentaires

8.1 Demandes de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande sur le site de consultation

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

8.2 Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats

devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Le délai de 6 jours se calcule à compter de la date d'envoi desdites modifications aux candidats.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats seront informés des éventuelles modifications apportées au dossier de consultation par mail.

8.3 Visites sur sites et/ou consultations sur place

L'entreprise devra préalablement à la remise des offres avoir visité le site.

Une visite sera organisée le 24/04/2025, pendant laquelle les entreprises seront acheminées sur site par le TC d'Orelle (aux frais de la commune). Le rendez vous sera fixé à 9h30 en mairie.

L'Entreprise fera signer l'attestation (page suivante), et la joindra à son mémoire.

A défaut de participation à cette visite organisée, l'entreprise pourra se rendre sur site par ses moyens, et joindra un dossier avec photos datées à son mémoire. A partir du 5 mai, le site ne sera plus accessible par le TC d'Orelle.



ATTESTATION DE VISITE

Je soussigné, représentant la commune d'Orelle pour la visite de site du projet :
"Réhabilitation de la station d'épuration du chalet Chinal Donnat"

Atteste la présence de l'Entreprise :

Représentée par :

Lors de la visite de présentation du / mai 2025

Nom du représentant de la commune :

Signature